

la carte blanche

Les membres de **Civico Europa (civico.eu)**, initiateur de l'appel pour une nouvelle Renaissance européenne le 9 mai 2016*

Réinventons sans délai l'Europe avec les citoyens

Dans la foulée des scrutins hongrois, autrichien et néerlandais, puis de l'élection en France d'Emmanuel Macron, un pro-européen assumé, un collectif décide d'ouvrir un grand débat civique continental visant à associer les citoyens à l'écriture d'un nouveau chapitre de l'histoire de l'Union européenne.

Il y a un an jour pour jour, nous appelions, dans ces mêmes colonnes, à une feuille de route concrète pour une nouvelle renaissance européenne. Nous appelions nos concitoyens, les dirigeants et les leaders d'opinion de toutes générations et de toutes sensibilités des pays de l'Union à se mobiliser à tous les niveaux contre les tentations de repli nationaliste et à promouvoir un nouvel esprit civique européen. Nous les invitions également à se fédérer pour créer les conditions d'une réinvention de l'Union européenne avec le souci de remettre le citoyen au cœur du projet. Le moment de cette transformation est venu. Il est temps de faire de l'Union européenne une puissance politique, démocratique, industrielle, culturelle, écologique et sociale capable de

défendre les intérêts et les valeurs de nos concitoyens, une puissance qui soit un acteur central de la mondialisation et non plus un observateur passif et mou.

Un retour de l'attachement au projet européen

A maints égards, notre appel a été entendu. Le choc du résultat négatif du référendum britannique et la nouvelle donne internationale avec l'élection inattendue de Donald Trump et le raidissement russe, ont accéléré la prise de conscience de l'urgence de faire front européen commun. Comment autrement relever des défis concrets dépassant de loin le cadre national et donner une nouvelle vitalité à nos démocraties ? Partout dans l'Union, du Portugal à la Pologne, de l'Allemagne à la Roumanie en passant

par la France et les Pays Baltes, des citoyens sont sortis dans les rues pour manifester leur attachement à l'Union. De nouveaux mouvements comme Pulse of Europe, Stand for Europe ou Civico Europa sont nés. Les euro-baromètres et les études d'opinion de ces neuf derniers mois ont mis évidence un retour sans précédent depuis la crise financière de l'attachement au projet

européen et la conviction que l'Union devait renforcer sa capacité d'action en matière de sécurité, de lutte contre le terrorisme, de gestion des migrations ou encore de régulation de la mondialisation en matière commerciale, financière, environnementale ou sociale. Cette dynamique s'est traduite au niveau politique. Des chefs d'Etat et de gouvernement nous ont associés à leur réflexion, l'Union a ébauché lors du 60^e anniversaire du traité de Rome les contours de la feuille de route que nous appelons de nos vœux. Certaines de nos propositions en matière sociale comme le pilier des droits sociaux, de sécurité ou de démocratie comme les listes transnationales sont désormais discutés dans le cadre des Conseil des Ministres de l'Union.

Plus encore, des dirigeants nationaux et des citoyens n'hésitent plus à afficher leur conviction européenne. Plutôt que d'opposer fierté nationale et ambition européenne, ils n'ont plus peur d'affirmer qu'elles se renforcent mutuellement. L'échec du référendum anti-européen en Hongrie, les victoires des pro-européens en Autriche et aux Pays-Bas et maintenant la victoire d'Emmanuel Macron en France qui a mis au cœur de sa campagne la refondation du projet européen, illustrent ce contexte historique favorable.

Reprendre l'initiative

Aujourd'hui, nous avons un devoir d'action collective et la responsabilité de chacun d'entre nous est engagée. Nous sommes conscients que la dynamique de fragmentation de nos sociétés est

à toujours à l'œuvre : il est urgent de renforcer notre potentiel de croissance, de lutter avec vigueur contre les inégalités et d'inventer les droits et libertés du futur pour donner à chacun des perspectives durables d'avenir et d'inclusion démocratique, sinon c'est la cohésion de nos pays et de l'Union qui est menacée. Pour changer la donne, il est aujourd'hui important que chacun assume sans délai ses responsabilités, les Etats, l'Union mais aussi les citoyens et les leaders d'opinion. C'est ce que nous essayons de faire aujourd'hui à notre niveau et avec les moyens limités qui sont les nôtres en nous engageant et en prenant à nouveau l'initiative.

« Quelle voie européenne pour un futur meilleur ? », Comment associer concrètement nos concitoyens à la recherche de solu-

tions positives ?, voilà les enjeux du grand débat citoyen que nous ouvrons ce 9 mai, jour de la fête de l'Europe, à Bruxelles, capitale de l'Union, avec Jean-Claude Juncker le président de la Commission européenne. Nous avons mis des propositions concrètes sur la table des dirigeants européens - comme nous l'ont d'ailleurs demandé les présidents de la Commission et du Conseil européen - invitant à un rééquilibrage du projet européen prenant mieux en compte les préoccupations de nos concitoyens autour de sept piliers : la démocratie, l'éducation et la culture, la dimension sociale, le développement durable, l'économie et l'industrie, la monnaie et bien sûr la sécurité, la défense et la politique étrangère. Mais nous souhaitons aller plus loin. Il nous semble urgent de donner un nouveau souffle à nos démocraties représentatives en favorisant l'émergence d'une véritable démocratie délibérative et participative européenne. Nous proposons donc d'organiser un nouveau processus participatif européen dès l'automne, vi-

sant à associer les citoyens de manière continue à la définition des priorités et des projets politiques d'avenir de l'Union qui donnera lieu à des conventions civiques partout dans l'Union engageant la responsabilité des citoyens. Que tous ceux qui ont la conviction que notre avenir doit s'inventer ensemble nous rejoignent et nous soutiennent ! ■

► P.2 À 5 LES DÉBUTS D'EMMANUEL MACRON

***Signataires :** **Guillaume Klossa (Fra)**, auteur, initiateur de Civico Europa et de l'appel pour une nouvelle Renaissance européenne, fondateur d'EuropaNova et des Etats-Généraux de l'Europe, ancien sherpa du groupe de réflexion sur l'avenir de l'Europe (Conseil européen) ; **Alberto Alemanno (Ita)**, professeur de droit, fondateur du Good Lobby ; **László Andor (Hon)**, économiste, ancien commissaire européen ; **Lionel Baier (Sui)**, réalisateur ; **Mars di Bartolomeo (Lux)**, président du Parlement du Luxembourg ; **Mercedes Bresso (Ita)**, parlementaire européenne, ancienne présidente du Comité des Régions ; **Elmar Brok (All)**, parlementaire européen, ancien président de la commission des Affaires étrangères, Parti Populaire européen, Parlement européen ; **Philippe de Buck (Bel)**, ancien directeur général de Busi-

nessEurope, membre du comité économique et social européen ; **Daniel Cohn-Bendit (Fra/All)**, ancien président du groupe Les Verts, Parlement européen ; **Georgios Dassis (Grè)**, syndicaliste, président du Comité économique et social européen ; **Leendert de Voogd (P-B)**, entrepreneur ; **Paul Dujardin (Bel)**, directeur général Bozar ; **Cynthia Fleury (Fra)**, philosophe et psychanalyste ; **Markus Gabriel (All)**, philosophe ; **Felipe Gonzalez (Esp)**, ancien Premier ministre, ancien président du groupe de réflexion sur l'avenir de l'Europe (Conseil européen) ; **Sandro Gozi (Ita)**, ministre des Affaires européennes ; **Danuta Huebner (Pol)**, ancienne commissaire européenne, présidente de la Commission des Affaires constitutionnelles, Parti Populaire Européen, Parlement européen ; **Alain Juppé (Fra)**, ancien Premier ministre, maire de Bordeaux ; **Alain Lamassoure (Fra)**, parlementaire européen, ancien ministre ; **Christophe Leclercq (Fra)**, entrepreneur média et fondateur d'EurActiv ; **Jo Leinen (All)**, parlementaire européen, président du Mouvement européen-International ; **René van der Linden (P-B)**, ancien président de l'Assemblée du Conseil de l'Europe, ancien président du Sénat néerlandais ; **Robert Menasse (Aut)**, écrivain ; **Jonathan Moskovic (Bel)**, chargé de projet G1000 ; **Ferdinando Nelli Feroci (Ita)**, ambassadeur, ancien

commissaire Européen ; **Johanna Nyman**, présidente du Forum européen de la Jeunesse ; **Sofi Oksanen (Fin)**, écrivaine ; **Erik Orsenna (Fra)**, écrivain ; **Sneska Quaedvlieg-Mihailovic (P-B/Ser)**, secrétaire générale d'Europa Nostra pour la protection du patrimoine européen ; **Francesca Ratti (Ita)**, secrétaire générale de Civico Europa ; **Maria João Rodrigues (por)**, ancienne ministre, vice-présidente du groupe Socialistes et Démocrates, Parlement européen ; **Robin Rivaton (Fra)**, auteur ; **Petre Roman (Rou)**, ancien Premier ministre ; **Jochen Sandig**, directeur de la compagnie de danse Sasha Waltz and Guests ; **Roberto Saviano (Ita)**, écrivain ; **Wytze Russchen (P-B)**, secrétaire général adjoint de Civico Europa ; **Nicolas Schmit (Lux)**, ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration ; **Gesine Schwan (All)**, présidente de la plateforme de gouvernance Humboldt-Viadrina ; **Denis Simonneau (Fra)**, président d'EuropaNova ; **Guy Verhofstadt (Bel)**, ancien Premier ministre, président du groupe ADLE, Parlement européen ; **Vaira Vike Freiberga (Let)**, ancienne présidente de la République de Lettonie ; **Cédric Villani (Fra)**, mathématicien, Médaille Fields ; **Luca Visentini (Ita)**, secrétaire général de la Confédération européenne des Syndicats ; **Sasha Waltz (All)**, chorégraphe et danseuse ; **Wim Wenders (All)**, cinéaste.